

La France désarmée

Article rédigé par *Liberté politique*, le 09 décembre 2022

Une double actualité concernant les armes fait irruption dans le débat public. D'une part la France aurait un sérieux problème de stockage d'armes, ce qui expliquerait son engagement en retrait dans le conflit ukrainien. D'autres part, alors que la situation sécuritaire du pays est de plus en plus tendue, les particuliers détenant des armes illégalement ont été invités à les rendre.

Un stock d'armes inquiétant

La France se montre en retrait dans l'aide apportée à l'Ukraine. On pourrait croire à une volonté de maintenir un semblant d'équilibre vis-à-vis de la Russie mais [un rapport publié ce mois de décembre par l'Institut français des relations internationales](#), l'IFRI, tend à démontrer que Paris manque d'« épaisseur » de défense. Une tendance qui n'est pas nouvelle et marque un réel contraste face aux puissances que sont les Etats-Unis et la Russie. En 2017, le chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers avait démissionné avec pertes et fracas évoquant notamment le manque de moyens de l'institution militaire. Le constat n'est pas neuf et s'inscrit dans une tendance qu'il sera compliqué d'inverser, les chefs d'États successifs se reposant sur l'alliance atlantiste et la perspective encore très imaginaire d'une défense européenne. Face à la guerre qui a gagné notre continent, la France est reléguée à un rôle de spectateur et ne peut qu'espérer qu'une guerre ne se présente pas à ses portes.

Les citoyens désarmés

Du 25 novembre au 2 décembre, une vaste opération d'abandon d'armes a été menée à l'initiative des autorités publiques. Le but, en principe assez louable, consistait à permettre à des milliers de français détenteurs d'armes de les rendre sans trop de tracasseries administratives. Ainsi 140 000 armes à feu auraient été collectées. Armes de collection, armes de famille ou encore issues de réseaux plus ou moins avouables, les statistiques précises concernant ses armes ne sont pas connues mais on se doute que les dépôts en provenance de Seine Saint-Denis ne sont pas légion.

Le rapprochement de ces deux actualités n'est pas anodin : elles témoignent toutes deux d'un désarmement généralisé dans le pays qui touche aussi bien les forces armées que les citoyens. L'État se croit protégé par des structures supranationales et des alliés, les citoyens se croient protégés par l'État... A l'extérieur du pays comme à l'intérieur, certains s'arment pourtant et se tiennent prêts à défendre leurs intérêts...